



La face cachée de l'OTAN

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, pour prévenir une éventuelle invasion soviétique en Europe, les États-Unis ont mis en place des structures militaires secrètes dans tous les pays de l'OTAN. L'historien suisse Daniele Ganser, auteur d'un livre référence (1) sur ces faits historiques peu connus du grand public, nous éclaire sur le rôle joué par ces « armées de l'ombre » dans la décision prise par la France de quitter le commandement intégré de l'OTAN. Une lecture plus que jamais d'actualité, à l'heure où Nicolas Sarkozy organise le retour des forces armées françaises dans le giron atlantiste.

Après la Seconde Guerre mondiale et la Libération, les pays d'Europe de l'Ouest et les États-Unis étaient très préoccupés par une nouvelle occupation, qui succéderait à une éventuelle invasion de l'Armée rouge. Il était alors question de développer un réseau dormant de « résistants » susceptible de mener des actions clandestines pour lutter contre cette occupation communiste. Le problème, c'est que ces réseaux armés ne sont pas restés à attendre les bras croisés : ils ont mené des attentats terroristes et des actions secrètes, en s'arrangeant pour en faire porter la responsabilité à des groupes de gauche : c'est ce qu'on appelle la stratégie de la tension. Ces faits sont très peu connus du grand public. Les services secrets et le bureau de sécurité de l'OTAN n'autorisent pas l'accès aux archives. Et il a fallu attendre 1990 pour que l'existence de ces « armées secrètes » soit officiellement reconnue par le premier ministre italien Giulio Andreotti, « acculé » par une série d'enquêtes judiciaires portant sur les attentats qui ont ensanglanté l'Italie pendant les années 1970. Pour se défendre, Andreotti a dû avouer que des structures similaires avaient été mises en place dans de nombreux autres pays. Notamment en France où une véritable guerre fut menée à partir de 1945, opposant les membres du Parti communiste français et des syndicats de gauche, d'une part, et la CIA et des éléments des appareils politique, militaire et policier français, d'autre part. L'ambassade des États-Unis se réjouit rapidement des progrès réalisés et, début 1949, câbla au département d'État qu'afin de « combattre la menace communiste la France a organisé des cellules de policiers peu nombreuses mais efficaces (...). L'Italie est également en train de mettre en place des escadrons de police anti-communistes sous le contrôle du ministre de l'Intérieur Mario Scelba, en faisant appel aux cadres de l'ancienne police fasciste »... Fin 1947, la structure avait pris le nom de code de « Rose des vents », en référence à l'étoile symbole

de l'OTAN. Le nom était plutôt bien trouvé car, une fois l'OTAN établie à Paris en 1949, le SDECE (ancien nom des services secrets français) mena sa guerre en étroite collaboration avec l'Alliance atlantique. L'ancien agent de la CIA

en France est un objectif prioritaire. Il doit être atteint par tous les moyens ». Mais d'autres objectifs ont pu être visés : tout porte à croire que le coup d'État de l'OAS du 22 avril 1961, fomenté contre de Gaulle, avait reçu l'approbation de la

CIA et de son directeur Allen Dulles ainsi que des partisans de la guerre secrète au sein de l'OTAN. Immédiatement après la tentative de putsch, « des porte-parole de l'Élysée » avaient laissé « entendre que le complot ourdi par les généraux avait bénéficié du soutien des responsables les plus farouchement anticommunistes de l'armée et du gouvernement américains », peut-on lire dans le « Washington Star ». En 1990, l'amiral Pierre Lacoste, directeur des services secrets militaires français de 1982 à 1985, confirma que « des actions terroristes » contre le général de Gaulle et le processus de paix algérien avaient été menées par des groupes « d'un petit nombre

d'hommes » du réseau stay-behind (2) français. L'armée secrète formée par la CIA et destinée par l'OTAN à combattre le communisme avait donc, dans le contexte de chaos et de violence de la crise algérienne, été impliquée dans des activités internes que ne venait justifier aucune invasion soviétique... À sa création en 1949, l'OTAN installa son quartier général en France. Ce fut donc un véritable choc à Washington lorsqu'en février 1966, et pour des raisons stratégiques et personnelles qui font toujours débat parmi les historiens, de Gaulle décida de défier la suprématie de Washington et ordonna à l'OTAN et aux USA soit de placer leurs bases militaires présentes sur le territoire français sous le contrôle de Paris, soit de les démanteler. Les États-Unis et l'Alliance atlantique ne répondirent pas à cet ultimatum, sur quoi le général prit la décision historique de faire sortir la France de l'organisation militaire de l'OTAN, le 7 mars 1966, et d'expulser l'ensemble de ses structures et de ses agents du territoire français. ★

(1) « Les Armées secrètes de l'OTAN », de Daniele Ganser. Éditions Demi-Lune.
(2) Réseau dormant.



Tout porte à croire que le coup d'État de l'OAS du 22 avril 1961, fomenté contre de Gaulle, avait reçu l'approbation des partisans de la guerre secrète au sein de l'OTAN.

Edward Barnes servit comme officier de liaison avec le réseau Rose des vents jusqu'en 1956. Après les révélations de 1990 sur les armées secrètes, il rappela comment non seulement Washington mais également les Français redoutaient une prise de pouvoir par les communistes. Pour garantir l'indépendance matérielle des soldats de l'ombre, la CIA et le SDECE avaient disséminé des caches d'armes secrètes à travers tout le pays. Un mémorandum top secret du Pentagone daté du 14 mai 1952 rappelait que « limiter l'influence des communistes en Italie et